

États financiers consolidés de

ERGORECHERCHE LTÉE

pour les exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

ERGORECHERCHE LTÉE

Table des matières

	Page
Rapport des auditeurs indépendants	
États consolidés de la situation financière	1
États consolidés du résultat global	2
États consolidés des variations des capitaux propres	3
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	4
Notes afférentes aux états financiers consolidés	5 - 48



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG
Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Ergorecherche ltée

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ergorecherche ltée, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013, les états consolidés du résultat global, des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Page 2

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de Ergorecherche ltée au 30 juin 2014 et au 30 juin 2013, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux IFRS.

KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.*

Le 24 octobre 2014

Montréal, Canada

ERGORECHERCHE LTÉE

États consolidés de la situation financière
(en dollars canadiens)

30 juin 2014 et 2013

	2014	2013
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	2 695 102 \$	6 678 585 \$
Placements temporaires (note 5)	7 811 604	—
Clients et autres débiteurs (note 6)	1 641 817	827 854
Impôts sur le résultat à recevoir	72 696	—
Crédits d'impôts à l'investissement à recevoir	64 199	305 832
Stocks (note 7)	2 266 327	2 436 740
Charges payées d'avance	163 700	90 934
	14 715 445	10 339 945
Actifs non courants		
Dépôts	77 460	76 460
Immobilisations corporelles (note 8)	2 486 056	2 706 024
Immobilisations incorporelles (note 9)	3 715 710	3 773 402
Goodwill (note 9)	2 692 367	2 692 367
Placement	23 979	13 118
Impôts et crédits d'impôts différés (note 19)	10 853 838	11 165 802
	19 849 410	20 427 173
Total des actifs	34 564 855 \$	30 767 118 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs (note 11)	1 550 664 \$	1 458 648 \$
Produits différés (note 12)	499 481	546 630
Impôts sur le résultat à payer	—	341 363
Dette à long terme échéant à moins d'un an (note 13)	1 571 215	1 397 351
	3 621 360	3 743 992
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 13)	1 871 868	4 095 404
Obligations locatives reportées	156 606	161 472
	2 028 474	4 256 876
Total des passifs	5 649 834	8 000 868
Capitaux propres (note 15)		
Capital-actions	14 692 692	9 700 807
Surplus d'apport	398 134	471 401
Résultats non distribués	13 609 926	12 374 476
Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	28 700 752	22 546 684
Participation ne donnant pas le contrôle (note 16)	214 269	219 566
Total des capitaux propres	28 915 021	22 766 250
Engagements (note 14)		
Éventualités (note 25)		
Total des passifs et des capitaux propres	34 564 855 \$	30 767 118 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,

_____, administrateur

_____, administrateur

ERGORECHERCHE LTÉE

États consolidés du résultat global
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

	2014	2013
Produits	17 862 341 \$	13 469 348 \$
Charges opérationnelles ⁽ⁱ⁾		
Coût des ventes, frais de vente et d'opération	11 879 464	9 156 351
Frais d'administration	3 682 794	2 544 660
Recherche et développement, net des crédits d'impôts de 64 199 \$ (165 254 \$ en 2013)	200 042	235 098
	15 762 300	11 936 109
Résultat opérationnel	2 100 041	1 533 239
Charges financières		
Intérêts et frais bancaires	250 083	250 054
Intérêts sur la dette à long terme	197 329	89 556
Perte sur conversion de devises	5 438	1 478
	452 850	341 088
Gain sur acquisition d'entreprise, net des frais d'acquisition (note 4)	—	(11 158 941)
Résultat avant impôts	1 647 191	12 351 092
Charge d'impôts sur le résultat (note 18)		
Exigibles	43 138	323 875
Différés	373 900	100 324
	417 038	424 199
Résultat net et résultat global de l'exercice	1 230 153 \$	11 926 893 \$
Attribuable aux :		
Propriétaires de la Société	1 235 450 \$	11 883 520 \$
Participation ne donnant pas le contrôle (note 16)	(5 297)	43 373
	1 230 153 \$	11 926 893 \$
Résultat par action de base et dilué de l'exercice	0,02 \$	0,19 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice		
De base	72 051 166	61 576 887
Dilué (note 15)	73 342 159	63 934 490

(i) Les charges opérationnelles incluent une charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles totalisant 993 213 \$ (555 527 \$ en 2013).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ERGORECHERCHE LTÉE

États consolidés des variations des capitaux propres
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

	Attribuable aux propriétaires de la Société					
	Capital- actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués (déficit)	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 1 ^{er} juillet 2012	3 367 339 \$	385 431 \$	490 956 \$	4 243 726 \$	176 193 \$	4 419 919 \$
Résultat net	—	—	11 883 520	11 883 520	43 373	11 926 893
Transactions avec les propriétaires, inscrites directement dans les capitaux propres :						
Rémunération à base d'actions						
(note 15 b))	—	108 000	—	108 000	—	108 000
Exercice d'options (note 15 a))	48 030	(22 030)	—	26 000	—	26 000
Émission d'actions (note 15 a))	6 360 000	—	—	6 360 000	—	6 360 000
Frais d'émission d'actions, nets des impôts afférents de 27 438 \$	(74 562)	—	—	(74 562)	—	(74 562)
Solde au 30 juin 2013	9 700 807 \$	471 401 \$	12 374 476 \$	22 546 684 \$	219 566 \$	22 766 250 \$
Solde au 1 ^{er} juillet 2013	9 700 807 \$	471 401 \$	12 374 476 \$	22 546 684 \$	219 566 \$	22 766 250 \$
Résultat net	—	—	1 235 450	1 235 450	(5 297)	1 230 153
Transactions avec les propriétaires, inscrites directement dans les capitaux propres :						
Rémunération à base d'actions						
(note 15 b))	—	—	—	—	—	—
Exercice d'options (note 15 a))	160 267	(73 267)	—	87 000	—	87 000
Émission d'actions (note 15 a))	5 000 000	—	—	5 000 000	—	5 000 000
Frais d'émission d'actions, nets des impôts afférents de 61 936 \$	(168 382)	—	—	(168 382)	—	(168 382)
Solde au 30 juin 2014	14 692 692 \$	398 134 \$	13 609 926 \$	28 700 752 \$	214 269 \$	28 915 021 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ERGORECHERCHE LTÉE

Tableaux consolidés des flux de trésorerie
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

	2014	2013
Provenance (affectation) de la trésorerie		
Exploitation		
Résultat net	1 230 153 \$	11 926 893 \$
Gain sur acquisition d'entreprise (note 4)	–	(11 423 857)
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles (note 8)	545 895	408 871
Dotation à l'amortissement des immobilisations incorporelles (note 9)	447 318	146 656
Rémunération à base d'actions (note 15 b))	–	108 000
Amortissement des frais de financement inclus dans la dette à long terme	26 616	18 226
Charge d'obligations locatives reportées	(4 866)	(7 298)
Intérêts sur la dette à long terme	170 713	71 330
Charge d'impôts sur les résultats	417 038	424 199
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement reliés aux activités opérationnelles (note 21)	(678 699)	(452 631)
Intérêts payés en trésorerie	(164 463)	(50 925)
Impôts sur le résultat payé en trésorerie	(215 564)	(180 087)
	1 774 141	989 377
Financement		
Exercice d'options	87 000	26 000
Émission d'actions	5 000 000	6 360 000
Frais d'émission d'actions	(230 318)	(102 000)
Augmentation de la dette à long terme	–	4 100 000
Remboursement de la dette à long terme	(2 076 288)	(1 080 183)
Frais de financement liés à la dette à long terme	–	(45 316)
	2 780 394	9 258 501
Investissement		
(Acquisition) disposition de placements temporaires	(7 811 604)	1 000 000
Acquisition d'entreprises, nette de la trésorerie acquis	–	(5 545 614)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(389 626)	–
Acquisition d'immobilisations corporelles	(325 927)	(468 908)
Acquisition de placement	(10 861)	–
	(8 538 018)	(5 014 522)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie	(3 983 483)	5 233 356
Trésorerie au début de l'exercice	6 678 585	1 445 229
Trésorerie à la fin de l'exercice	2 695 102 \$	6 678 585 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

Ergorecherche ltée (la « Société ») a été constituée le 21 août 2001 en vertu de la *Loi sur les corporations* de l'Alberta. Les actions de la Société sont cotées en bourse au TSX Venture, sous le symbole ERG, depuis le 10 juillet 2002.

La Société exploite une entreprise de fabrication et de vente d'orthèses plantaires et d'orthèses générales et effectue la mise au point d'équipement médical durable pour le marché orthopédique.

L'adresse du siège social est le 2101, boulevard Le Carrefour, suite 200, Laval, Québec, Canada, H7S 2J7.

1. Base d'établissement

a) Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés pour les exercices clos les 30 juin 2014 et 2013 ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, comme ils sont énoncés dans la Partie 1 du *Manuel de CPA Canada*, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), tels que publiés par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

b) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique sauf pour la rémunération à base d'action évaluée à la juste valeur à la date de l'octroi. Le coût historique est généralement fondé sur la juste valeur de la contrepartie donnée en échange des actifs. Les états financiers consolidés ont été établis sur le principe de la continuité de l'exploitation.

c) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les éléments des états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »).

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de Ergorecherche ltée. Toutes les filiales de la Société ont également le dollar canadien comme monnaie fonctionnelle. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au dollar près, sauf les données par actions.

d) Approbation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés ont été approuvés le 24 octobre 2014 par le conseil d'administration qui a également approuvé leur publication.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables énoncées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés, sauf indication contraire.

a) Périmètre de consolidation

i) Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition à la date d'acquisition, soit à la date où le contrôle est transféré à la société. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de retirer des avantages de ses activités. La Société évalue le goodwill comme étant la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise diminué du montant comptabilisé net des actifs acquis et des passifs pris en charges identifiables, tous évalués à la date d'acquisition. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de l'entreprise acquise, la différence est immédiatement constatée au résultat à titre de profit résultant d'un achat à prix avantageux. Pour chaque transaction, la Société choisit d'évaluer les participations ne donnant pas le contrôle, soit à leur juste valeur, ou à une valeur correspondant à leur quote-part du montant comptabilisé pour les actifs nets identifiables, à la date d'acquisition.

Les coûts de transaction et autres coûts directs d'un regroupement d'entreprises ne sont pas considérés comme faisant partie de la transaction d'acquisition d'entreprises. Ces coûts sont plutôt passés en charges au moment où ils sont engagés.

Les modifications apportées à la participation de la Société dans une filiale n'entraînant pas la perte du contrôle sont comptabilisées comme étant des transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. Les ajustements apportés aux participations ne donnant pas le contrôle sont basés sur un montant proportionnel de la valeur comptable de l'actif net de la filiale. Aucun gain ni perte n'est constaté dans le résultat.

ii) Filiales

Les présents états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et ses filiales. Les filiales sont des entités contrôlées par la Société. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés depuis la date de la prise du contrôle jusqu'à la date de la perte du contrôle. Les soldes et opérations intersociétés ont été éliminés au moment de la consolidation.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

a) Périmètre de consolidation (suite)

iii) Transactions et participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont représentées par les participations dans les filiales détenues par des parties externes. La quote-part de l'actif net des filiales attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres. Leur quote-part du résultat net et du résultat global est comptabilisée directement en capitaux propres même si le solde des résultats de la participation ne donnant pas le contrôle est déficitaire.

b) Conversion des devises

Transactions en devises étrangères

À la date de chaque état consolidé de la situation financière, les actifs et les passifs monétaires libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société (monnaies étrangères) sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les actifs et les passifs non monétaires sont convertis au cours de change historique à la date de la transaction. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les profits et pertes de change sont constatés dans l'état du résultat global de l'exercice au cours de laquelle ils surviennent.

c) Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les matières premières et les produits finis acquis sont évalués au coût d'acquisition. Le coût des produits finis fabriqués comprend les matières premières et la main-d'œuvre directe. Une provision est constituée pour les stocks désuets et à rotation lente, selon leur usage prévu et leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué de tous les coûts additionnels estimés pour l'achèvement et la vente. Lors de l'estimation de la valeur nette de réalisation, la Société utilise les valeurs disponibles au moment de l'estimation.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

d) Crédits d'impôts à l'investissement

La Société demande des crédits d'impôts à l'investissement parce qu'elle a engagé des dépenses pour la recherche scientifique et le développement expérimental. Les crédits d'impôts sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût. Les crédits d'impôts à l'investissement sont constatés lorsque les dépenses connexes sont engagées et qu'il existe une assurance raisonnable qu'ils se matérialiseront. Les crédits d'impôts à l'investissement sont sujets à un examen de la part du gouvernement, lequel pourrait résulter en un ajustement au résultat global de l'exercice.

e) Recherche et développement

La Société engage annuellement des frais liés à des activités de recherche et de développement de nouveaux produits ou nouvelles technologies. Les frais de recherche et de développement sont passés en charges, sauf lorsque les frais de développement répondent à certaines conditions identifiables justifiant le report. Les frais de développement, qui comportent des avantages économiques futurs probables, qui peuvent être clairement définis et évalués et qui sont engagés pour le développement de nouveaux produits ou de nouvelles technologies, sont capitalisés et présentés en immobilisations incorporelles. Ces frais de développement, déduction faite des crédits d'impôts pour la recherche et le développement connexes, ne sont amortis que lorsque les produits ou technologies sont commercialisés, et leur amortissement se fait sur la durée de vie estimative de la production commerciale.

La méthode d'amortissement et la durée de vie de la production commerciale sont évaluées annuellement.

f) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût après déduction du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Lorsqu'un élément des immobilisations comporte des composantes importantes aux durées d'utilité différentes, ces composantes sont comptabilisées comme des éléments distincts des immobilisations corporelles. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition, au développement ou à la construction de l'actif. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés en tant qu'actif distinct, selon le cas, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront à la Société et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les frais de réparation et d'entretien sont imputés à l'état du résultat global de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

f) Immobilisations corporelles (suite)

L'amortissement est comptabilisée sur leur durée d'utilité en tenant compte de leur valeur résiduelle, et ce, au moyen des méthodes d'amortissement présentées ci-après. Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et les méthodes d'amortissement sont révisées à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, et l'incidence des changements d'estimation fait l'objet d'une comptabilisation prospective.

Élément d'actif	Méthode	Taux/période
Améliorations locatives	Amortissement linéaire	Sur la durée du bail plus une période d'option de renouvellement
Équipement et mobilier de bureau	Amortissement dégressif	20 %
Matériel informatique	Amortissement dégressif	30 %
Équipement et outillage	Amortissement dégressif	20 - 30 %
Matériel roulant	Amortissement dégressif	30 %
Enseignes	Amortissement linéaire	5 ans
Moules	Amortissement linéaire	14 ans

La valeur comptable d'une immobilisation corporelle doit être décomptabilisée lors de sa sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation. Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'une immobilisation corporelle doit être déterminé comme la différence entre le produit de la sortie et la valeur comptable de l'immobilisation corporelle et est comptabilisé à l'état du résultat global.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

g) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont comptabilisées au coût après déduction du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. La méthode de l'amortissement, la durée d'utilité et les valeurs résiduelles sont déterminées annuellement. L'incidence des changements d'estimation fait l'objet d'une comptabilisation prospective.

Élément d'actif	Méthode	Taux/période
Brevet	Amortissement linéaire	9 ans
Dossiers patients, permis et autres	Amortissement linéaire	14 ans
Logiciels	Amortissement dégressif	30 %
Clause de non-concurrence	Amortissement linéaire	5 ans
Technologie de tapis capteur	Amortissement linéaire	Sur le nombre d'unités fabriquées

h) Goodwill

Les montants du goodwill représentent l'excédent du coût d'une entreprise acquise par rapport à la juste valeur des actifs identifiables nets sous-jacent acquis de l'entreprise à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti mais plutôt soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie ("UGT") de la Société qui sont susceptibles de bénéficier des synergies du regroupement et qui représentent le niveau le plus bas pour lequel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne de la Société. Les UGT auxquelles le goodwill a été alloué sont soumises à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situations indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur réduit en premier lieu la valeur comptable du goodwill qui y est affecté et réduit ensuite la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'unité. Une perte de valeur ne peut être reprise contre un goodwill dans une période ultérieure.

La Société a choisi d'effectuer son test de dépréciation annuel au cours du quatrième trimestre de chaque exercice.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

i) Dépréciation des actifs non financiers excluant le goodwill

La Société révisé les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour déterminer s'il existe un quelconque indice que ces actifs ont subi une perte de valeur. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable est définie comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif, diminuée des coûts de la vente et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation et de la sortie finale d'un actif, calculée à l'aide d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les actifs qui ne peuvent être soumis au test de dépréciation sur une base individuelle sont regroupés au sein des UGT soit au niveau du plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Lorsque la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié. Une perte de valeur est comptabilisée, correspondant à l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

j) Obligations locatives reportées

Les paiements au titre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location à moins qu'une autre base systématique ne soit plus représentative de l'échelonnement dans le temps de l'avantage retiré de l'utilisation du bien loué. Dans le cas où des incitatifs à la location sont reçus pour conclure un contrat de location simple, ces incitatifs sont comptabilisés dans le passif à titre d'obligations locatives reportées. Le profit cumulé des incitatifs est comptabilisé comme une diminution de la charge locative sur la durée du contrat de location sur une base linéaire à moins qu'une autre méthode systématique ne soit plus représentative de l'échelonnement dans le temps de l'avantage retiré de l'utilisation du bien loué.

k) Constatation des produits

Les produits doivent être comptabilisés lorsque les conditions suivantes sont remplies : leur montant peut être évalué de façon fiable; il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société; la Société a transféré à l'acheteur les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens; elle continue à n'être impliquée ni dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés; et les coûts engagés ou à être engagés concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

k) Constatation des produits (suite)

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite de tout rabais ou d'autres réductions similaires.

La Société diffère les produits correspondant à la juste valeur du programme de fidélisation. Les produits différés au titre du programme sont inclus dans les produits différés dans l'état de la situation financière. Lorsque les participants au programme font valoir leur remise, la valeur de remboursement est portée en déduction du solde des produits différés et constatée à titre de produits.

La juste valeur estimative du programme de fidélisation est calculée en fonction du nombre moyen pondéré d'unités dont l'échange est attendu. La Société revoit sur une base régulière les tendances en matière de taux d'échange des remises, et elle ajuste, le cas échéant, la juste valeur estimative du programme en fonction du volume d'échanges futurs prévus.

l) Instruments financiers

Lors de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif financier, il doit être évalué à sa juste valeur. Les coûts de transaction directement imputables à l'acquisition ou à l'émission de l'actif ou du passif financier, à l'exception des actifs et des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net, sont ajoutés ou déduits de la juste valeur de cet actif ou de ce passif financier, selon le cas, lors de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction directement imputables à l'acquisition d'actifs ou de passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés immédiatement à l'état du résultat global.

i) Actifs financiers

Les placements disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme faisant partie de cette catégorie ou qui ne sont classés dans aucune des autres catégories. Les actifs disponibles à la vente de la Société comprennent le placement dans des titres de capitaux propres de Ergorecherche France.

Les placements disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction et ultérieurement évalués à la juste valeur. Les profits ou les pertes découlant des variations de la juste valeur, autres que les pertes de valeurs, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les placements disponibles à la vente sont classés comme non courants, sauf si le placement vient à échéance dans les 12 mois ou si la direction prévoit s'en départir dans les 12 mois.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

l) Instruments financiers (suite)

i) Actifs financiers (suite)

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif et ne sont pas détenus aux fins de négociation. Ils sont inclus dans l'actif courant, sauf si la durée à courir jusqu'à leur échéance est de plus de 12 mois à compter de la date de clôture, auquel cas ils sont inclus dans l'actif non courant. Les prêts et créances comprennent la trésorerie, les placements temporaires et les clients et autres débiteurs. Ces actifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction et ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Chaque date de clôture, la Société évalue s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier. S'il existe une telle indication, la Société comptabilise une perte de la valeur de la façon suivante pour les actifs financiers évalués au coût amorti : la perte de valeur correspond à la différence entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif financier est réduite de ce montant soit directement, soit par l'utilisation d'un compte de correction de valeur. Les pertes de valeur sur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont reprises au cours de périodes ultérieures si le montant de la perte diminue et que la diminution peut être objectivement reliée à un événement survenant après la comptabilisation de la perte de valeur.

Les pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisées en transférant dans le bénéfice la perte cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et présentée dans les profits ou pertes latents sur les actifs financiers disponibles à la vente dans les capitaux propres. Le montant de la perte cumulée transféré des autres éléments du résultat global au bénéfice est égal à la différence entre le coût d'acquisition, après déduction de tout remboursement en principal et de tout amortissement, et la juste valeur actualisée, diminuée de toute perte de valeur préalablement comptabilisée dans le bénéfice. Tout changement affectant les provisions pour dépréciation attribuables à la valeur temps est reflété comme un élément distinct des produits d'intérêts.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

l) Instruments financiers (suite)

ii) Passifs financiers

Les passifs financiers de la Société comprennent les fournisseurs et autres créditeurs et la dette à long terme. Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur, déduction faite des coûts de transaction engagés, et sont ultérieurement comptabilisés au coût amorti. Toute différence entre le produit (après déduction des coûts de transaction) et la valeur de rachat est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée de l'emprunt, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont classés dans le passif courant, sauf si la Société dispose d'un droit inconditionnel de différer le règlement du passif pour au moins 12 mois après la date de clôture.

m) Impôts sur le résultat

La Société comptabilise la charge d'impôts selon la méthode de l'actif et du passif d'impôts différés. Les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Tout changement survenu dans le montant net des actifs et passifs d'impôts différés est porté au résultat net. Les actifs et passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront au revenu imposable des exercices au cours desquels les actifs et passifs seront recouverts ou réglés. Les actifs d'impôts différés sont constatés lorsqu'il est probable qu'ils se réaliseront.

La charge d'impôts comprend l'impôt exigible et différé. Cette charge est constatée dans le résultat net. L'actif ou le passif d'impôts exigible correspond aux obligations ou aux réclamations des exercices précédents ou courants des autorités fiscales qui ne sont toujours pas reçues ou payées à la fin de l'exercice. L'impôt exigible est calculé en fonction du bénéfice fiscal, qui diffère du résultat net. Ce calcul a été effectué en fonction des taux d'imposition et des lois en vigueur ou quasi-adoptées à la fin de l'exercice.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

n) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le calcul du résultat dilué par action est effectué en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour les instruments dilutifs. Le nombre d'actions inclus relativement aux options sur actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions. Les actions ordinaires potentiellement dilutives de la Société comprennent les options sur actions.

o) Rémunération à base d'actions

La Société comptabilise son plan de rémunération à base d'actions, décrit à la note 15, selon la méthode de la juste valeur. Cette méthode consiste à comptabiliser les charges en résultat sur la période d'acquisition des options attribuées et à comptabiliser la contrepartie en surplus d'apport dans les états consolidés de la situation financière. La juste valeur de la rémunération est établie selon le modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes. Lorsque les options sur actions sont exercées, toute contrepartie payée est portée au capital social. À la clôture de chaque période, la Société révise son estimation du nombre d'options pour lesquelles il est prévu que les droits seront acquis. Elle comptabilise l'incidence de la révision de l'estimation initiale, le cas échéant, dans l'état du résultat net, en apportant un ajustement correspondant aux capitaux propres.

p) Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation. La Société ne comptabilise pas de provision au titre des pertes opérationnelles futures.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision correspond à la valeur actuelle des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation. Cette valeur actuelle est établie au moyen d'un taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à cette obligation. L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts, le cas échéant.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

q) Informations sectorielles

La Société gère ses activités en fonction d'un seul secteur à présenter. Le secteur opérationnel présenté rend compte de la manière dont l'information de gestion est présentée au principal décideur opérationnel.

r) Nouvelles normes comptables et interprétations

Les nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations suivantes ont été appliqués lors de la préparation des états financiers consolidés au 30 juin 2014. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

IFRS 10 - *États financiers consolidés*

Les dispositions de l'IFRS 10 remplacent celles de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et de la SIC-12, *Consolidation - Entités ad hoc*.

L'IFRS 10 fournit un modèle unique à appliquer dans le cadre d'une analyse de contrôle de toutes les entités détenues, y compris les entités qui sont actuellement des entités ad hoc entrant dans le champ d'application de la SIC-12. En outre, les procédures de consolidation sont reprises de l'IAS 27 (2008) de façon quasi intégrale.

IFRS 12 - *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*

La Société a appliqué les principes de l'IFRS 12 afin de fournir des informations sur les intérêts détenus dans des filiales.

IFRS 13 - *Évaluation de la juste valeur*

L'IFRS 13 fournit une source unique de directives sur l'évaluation à la juste valeur en remplaçant les directives sur l'évaluation à la juste valeur de diverses IFRS individuelles. Elle définit la juste valeur comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation, c'est-à-dire un prix de sortie. La norme établit également un cadre d'évaluation de la juste valeur et expose les obligations d'information en la matière qui permettront aux utilisateurs des états financiers consolidés d'évaluer les méthodes et les données d'entrée utilisées pour effectuer les évaluations de la juste valeur et, dans le cas des évaluations de la juste valeur dans des situations susceptibles de se reproduire, déterminées à l'aide de données d'entrée non observables importantes (Niveau 3), l'effet de ces évaluations sur le résultat net ou sur les autres éléments du résultat global.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

r) Nouvelles normes comptables et interprétations (suite)

IFRS 13 - *Évaluation de la juste valeur* (suite)

L'IFRS 13 explique « comment » évaluer la juste valeur lorsque d'autres IFRS l'exigent ou le permettent. L'IFRS 13 ne met pas en place de nouvelles exigences d'évaluation d'actifs ou de passifs à la juste valeur, ni n'élimine les exceptions d'ordre pratique d'évaluation à la juste valeur qui sont actuellement en vigueur aux conditions de certaines normes.

Amendements de l'IAS 19 - *Avantages du personnel*

Les amendements ont une incidence sur les indemnités de fin de contrat de travail, qui devraient maintenant être comptabilisées lorsque l'entité comptabilise les coûts de restructuration compris dans le champ d'application de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, ou, si cette date est antérieure, lorsque l'entité n'est plus en mesure de retirer l'offre d'indemnités de fin de contrat de travail.

s) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées

IFRS 9, *Instruments financiers*

En novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, dite IFRS 9 (2009); par la suite, en octobre 2010, il a publié une version modifiée de cette norme, dite IFRS 9 (2010).

En novembre 2013, l'IASB a publié de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, qui font partie de l'IFRS 9, *Instruments financiers* (2013). La nouvelle norme élimine la date d'entrée en vigueur du 1^{er} janvier 2015 de l'IFRS 9. La nouvelle date d'entrée en vigueur obligatoire sera déterminée lorsque les parties de l'IFRS 9 qui concernent le classement et l'évaluation ainsi que la dépréciation seront terminées; toutefois, dans le cadre de sa réunion de février 2014, l'IASB a décidé que l'IFRS 9 s'appliquerait obligatoirement aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'IFRS 9 (2009) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2009), les actifs financiers sont classés et évalués au coût amorti en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels.

L'IFRS 9 (2010) instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

s) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

IFRS 9, *Instruments financiers* (suite)

L'IFRS 9 (2013) comprend de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture; toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture.

Des dispositions transitoires particulières ont été élaborées aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

La Société n'envisage pas d'adopter de manière anticipée l'IFRS 9 (2009), l'IFRS 9 (2010) ou l'IFRS 9 (2013) dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} juillet 2015.

Améliorations annuelles des IFRS - Cycles 2010-2012 et 2011-2013

En décembre 2013, dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles, l'IASB a publié des modifications de portée limitée à un total de neuf normes. L'IASB utilise le processus d'améliorations annuelles en vue d'apporter des modifications non urgentes, mais nécessaires, aux IFRS.

La plupart des modifications s'appliqueront de façon prospective aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2014. L'adoption anticipée est permise, auquel cas les modifications corrélatives apportées aux autres IFRS s'appliquent également.

Des modifications ont été apportées afin de clarifier les éléments suivants dans leurs normes respectives :

- la définition de « conditions d'acquisition » dans l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*;
- le classement et l'évaluation de la contrepartie éventuelle, et l'exclusion du champ d'application prévue à l'égard de la formation de partenariats dans l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*;
- la définition de « partie liée » dans l'IAS 24, *Information relative aux parties liées*.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

2. Principales méthodes comptables (suite)

- s) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées (suite)

Améliorations annuelles des IFRS - Cycles 2010-2012 et 2011-2013 (suite)

Des dispositions transitoires particulières ont été élaborées pour les modifications apportées à l'IFRS 2.

La Société envisage d'adopter ces modifications dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} juillet 2015. L'ampleur de l'incidence de l'adoption des modifications n'a pas encore été déterminée.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017 et son adoption anticipée est permise.

L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, l'IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et la SIC-31, *Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité*.

La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 15 dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} juillet 2017. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

3. Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations et jugements critiques de la direction

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Des informations concernant les jugements critiques réalisés lors de l'application des méthodes comptables qui ont le plus d'effet sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont présentées dans les notes suivantes :

- Note 9 - L'attribution du goodwill au groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté et sa valeur comptable.

Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif au cours des périodes subséquentes sont les suivantes :

- Note 4 - Allocation de la contrepartie versée à la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés dans le cadre des regroupements d'entreprises.
- Note 9 - Recouvrabilité du goodwill.
- Note 20 - La reconnaissance des actifs d'impôts et crédits d'impôts différés.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

4. Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la Société, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3, *Regroupement d'entreprises* sont comptabilisés à leurs justes valeurs à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition directs sont passés en charges au moment où ils sont encourus.

Le goodwill découlant du regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actifs et initialement évalué au coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis.

Si, après réévaluation, la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent (« goodwill négatif ») est immédiatement comptabilisé en résultat.

Déterminer la juste valeur des actifs et passifs acquis exige du jugement et l'utilisation d'hypothèses qui, si elle est modifiée, peuvent affecter les états consolidés du résultat global et de la situation financière.

Les résultats des entreprises acquises sont inclus aux états consolidés du résultat global à compter de leurs dates respectives d'acquisition.

i) Laboratoire Podotech inc.

Le 1^{er} octobre 2012, la Société a fait l'acquisition, via sa filiale Orthoconcept (2008) inc. détenue à 51 %, de la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de Laboratoire Podotech inc. (ci-après nommé « Podotech »), une entreprise ayant son siège social à Laval (Québec). Podotech se spécialise dans l'évaluation et la fabrication d'orthèses plantaires sur mesure ainsi que la vente de chaussures sur mesure et de chaussures « confort » dans les régions de Laval et des Basses-Laurentides.

La transaction d'acquisition d'un montant de 331 317 \$ a fait l'objet d'une contrepartie en trésorerie totalisant 271 317 \$ et de l'émission d'un billet de 60 000 \$ à l'ordre aux vendeurs, payable sur trois ans et portant intérêt au taux annuel de 3,75 %.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

4. Regroupement d'entreprises (suite)

ii) Laboratoire Langelier

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a fait l'acquisition via une filiale à propriété exclusive de la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de Laboratoire M.P. Langelier, LL Customs inc., 2947-9052 Québec inc., et Laboratoire M.P. Langelier/Lanoue inc., (ci-après nommés « Laboratoire Langelier » ou « Langelier »), une entreprise ayant son siège social à Beloeil (Québec). Laboratoire Langelier se spécialise dans les services spécialisés d'orthèses plantaires sur mesure ainsi que la vente de chaussures sur mesure et de chaussures « confort » à travers son réseau composé de six laboratoires, un laboratoire franchisé et 40 centres de service au Québec. Cette acquisition permettra de consolider l'offre de produits et services de la Société par une présence dans certains marchés géographiques inexploités et d'élargir le réseau de distribution et de renforcer la position de leader de la Société dans le marché canadien.

La transaction d'acquisition d'un montant de 3 977 834 \$ a fait l'objet d'une contrepartie en trésorerie totalisant 3 188 767 \$, de l'émission d'un billet de 600 000 \$ à l'ordre des vendeurs, payable sur trois ans et portant intérêt au taux annuel de 3,75 % et de 189 067 \$ suite à un ajustement ultérieur du prix d'acquisition basé sur la valeur du fonds de roulement acquis.

iii) Victhom Bionique Humaine inc.

Le 26 avril 2013, la Société a fait l'acquisition, via une filiale à propriété exclusive, de la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de Victhom Bionique Humaine inc. (ci-après nommé « Victhom »), une entreprise ayant son siège social à St-Léonard (Québec). Victhom a découvert et mis au point des dispositifs bioniques dans le domaine de l'orthétique et de la protétique. L'acquisition de Victhom permettra d'accroître la capacité de la Société d'offrir à ses clients des produits d'avant-garde complémentaires.

La transaction d'acquisition d'un montant de 4 100 000 \$ a fait l'objet d'une contrepartie en trésorerie de 4 100 000 \$.

Les justes valeurs estimatives qui ont été attribuées aux actifs acquis et aux passifs pris en charge sont basées sur des estimations internes. La juste valeur des actifs nets identifiables est supérieure à la contrepartie versée, ce qui donne lieu à un montant de goodwill négatif qui a été enregistré à titre de gain sur acquisition d'entreprise à l'état consolidé du résultat global pour l'exercice clos le 30 juin 2013. Ce goodwill négatif s'explique principalement par la comptabilisation partielle des attributs fiscaux acquis dans le cadre du regroupement.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

4. Regroupement d'entreprises (suite)

Le tableau suivant présente un sommaire de la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs pris en charge au cours de l'exercice clos le 30 juin 2013, à la date d'acquisition :

	Podotech	Langelier	Victhom	Total
Actifs acquis				
Actifs courants	78 093 \$	1 543 745 \$	213 362 \$	1 835 200 \$
Immobilisations corporelles	46 357	1 311 815	—	1 358 172
Immobilisations incorporelles	87 821	925 000	2 462 774	3 475 595
Goodwill (valeur fiscale - néant)	169 946	1 976 509	—	2 146 455
Impôts et crédits d'impôts différés	—	—	12 041 452	12 041 452
	382 217	5 757 069	14 717 588	20 856 874
Passifs pris en charges				
Passifs courants	32 801	563 281	555 479	1 151 561
Emprunt bancaire échéant à moins d'un an	16 243	781 470	—	797 713
Dette à long terme	13 359	80 059	—	93 418
Impôts sur les résultats différés	23 624	354 425	617 595	995 644
	86 027	1 779 235	1 173 074	3 038 336
	296 190 \$	3 977 834 \$	13 544 514 \$	17 818 538 \$
Contrepartie				
Trésorerie déboursée	271 317 \$	3 188 767 \$	4 100 000 \$	7 560 084 \$
Trésorerie des entreprises acquises	(35 127)	—	(1 979 343)	(2 014 470)
Billet à payer (note 13)	60 000	789 067	—	849 067
	296 190	3 977 834	2 120 657	6 394 681
Gain sur acquisition d'entreprise	—	—	11 423 857	11 423 857
	296 190 \$	3 977 834 \$	13 544 514 \$	17 818 538 \$

La Société a comptabilisé une charge de 264 916 \$ relativement aux honoraires attribuables aux acquisitions d'entreprises complétées au cours de l'exercice clos le 30 juin 2013, lesquels ont été présentés à l'encontre du gain sur acquisition d'entreprise.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

5. Placements temporaires

	2014	2013
Certificat de placement garanti, 1,50 %, rachetable au gré de la Société	7 811 604 \$	– \$

6. Clients et autres débiteurs

	2014	2013
Clients	507 474 \$	438 336 \$
Royautés	694 057	–
Taxes de vente	105 715	191 450
Autres	334 571	198 068
	1 641 817 \$	827 854 \$

7. Stocks

	2014	2013
Produits finis	1 838 330 \$	2 023 926 \$
Matières premières et fournitures	427 997	473 330
Dévaluation des stocks	–	(60 516)
	2 266 327 \$	2 436 740 \$

Le coût des stocks constaté dans le coût des ventes totalise 3 668 113 \$ en 2014 (2 690 184 \$ en 2013). Au cours de l'exercice 2014, un renversement de dévaluation des stocks de 60 516 \$ et une radiation de 278 262 \$ ont été constatés. Les dévaluations, renversements et radiations sont inclus dans le coût des ventes.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

8. Immobilisations corporelles

	Améliorations locatives	Équipement et mobilier de bureau	Matériel informatique	Équipement et outillage	Matériel roulant	Enseignes	Moules	Total
Coût								
Solde au 30 juin 2012	1 423 052 \$	344 092 \$	260 777 \$	563 496 \$	15 000 \$	19 975 \$	28 352 \$	2 654 744 \$
Acquisitions	364 142	40 673	40 572	19 629	–	3 892	–	468 908
Acquisitions par voie d'acquisitions d'entreprises	692 781	38 328	226 929	322 732	24 114	53 288	–	1 358 172
Solde au 30 juin 2013	2 479 975	423 093	528 278	905 857	39 114	77 155	28 352	4 481 824
Acquisitions	164 395	28 377	93 136	40 019	–	–	–	325 927
Solde au 30 juin 2014	2 644 370 \$	451 470 \$	621 414 \$	945 876 \$	39 114 \$	77 155 \$	28 352 \$	4 807 751 \$
Cumul des amortissements								
Solde au 30 juin 2012	529 535 \$	216 289 \$	202 255 \$	387 991 \$	10 627 \$	8 373 \$	11 859 \$	1 366 929 \$
Amortissement	215 043	34 077	49 932	88 503	5 155	12 187	3 974	408 871
Solde au 30 juin 2013	744 578	250 366	252 187	476 494	15 782	20 560	15 833	1 775 800
Amortissement	262 253	38 624	112 341	101 827	7 799	18 304	4 747	545 895
Solde au 30 juin 2014	1 006 831 \$	288 990 \$	364 528 \$	578 321 \$	23 581 \$	38 864 \$	20 580 \$	2 321 695 \$
Valeur comptable nette								
30 juin 2013	1 735 397 \$	172 727 \$	276 091 \$	429 363 \$	23 332 \$	56 595 \$	12 519 \$	2 706 024 \$
30 juin 2014	1 637 539	162 480	256 886	367 555	15 533	38 291	7 772	2 486 056

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

9. Immobilisations incorporelles et goodwill

	Acquis				Technologie de tapis capteur développée à l'interne	Logiciel en développement à l'interne	Total immobilisations incorporelles	Goodwill
	Brevet	Dossiers patients, permis et autres	Logiciels	Clause de non- concurrence				
Coût								
Solde au 30 juin 2012	175 000 \$	366 698 \$	54 640 \$	58 833 \$	51 360 \$	– \$	706 531 \$	545 912 \$
Acquisitions par voie d'acquisitions d'entreprises	2 462 774	972 821	–	40 000	–	–	3 475 595	2 146 455
Solde au 30 juin 2013	2 637 774	1 339 519	54 640	98 833	51 360	–	4 182 126	2 692 367
Acquisitions	–	–	3 061	–	–	386 565	389 626	–
Solde au 30 juin 2014	2 637 774 \$	1 339 519 \$	57 701 \$	98 833 \$	51 360 \$	386 565 \$	4 571 752 \$	2 692 367 \$
Cumul des amortissements								
Solde au 30 juin 2012	85 880 \$	112 137 \$	1 366 \$	58 833 \$	3 852 \$	– \$	262 068 \$	– \$
Amortissement	65 051	61 373	15 982	4 250	–	–	146 656	–
Solde au 30 juin 2013	150 931	173 510	17 348	63 083	3 852	–	408 724	–
Amortissement	293 086	95 682	12 030	8 000	38 520	–	447 318	–
Solde au 30 juin 2014	444 017 \$	269 192 \$	29 378 \$	71 083 \$	42 372 \$	– \$	856 042 \$	– \$
Valeur comptable nette								
30 juin 2013	2 486 843 \$	1 166 009 \$	37 292 \$	35 750 \$	47 508 \$	– \$	3 773 402 \$	2 692 367 \$
30 juin 2014	2 193 757	1 070 327	28 323	27 750	8 988	386 565	3 715 710	2 692 367

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

9. Immobilisations incorporelles et goodwill (suite)

Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est affecté à une seule unité génératrice de trésorerie, soit la Société dans son ensemble, qui représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne.

La valeur recouvrable de ce regroupement d'UGT de trésorerie est établie selon le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Cette valeur a été déterminée en tenant compte du prix de l'action cotée sur les marchés actifs. La juste valeur du regroupement d'UGT prise dans son ensemble est classée dans la hiérarchie des justes valeurs comme Niveau 3.

10. Emprunt bancaire

Les facilités de crédit de la Société, totalisant 400 000 \$, lesquelles étaient inutilisées au 30 juin 2014, sont assujetties à une révision annuelle et se composent de marges de crédit à l'exploitation remboursables à vue. Les emprunts en vertu de la marge de crédit à l'exploitation portent intérêt au taux préférentiel canadien plus 1,5 %. Les facilités de crédit sont garanties par les créances, les stocks et certaines immobilisations corporelles de la Société d'une valeur comptable de 4 275 699 \$. Aux termes des modalités des ententes bancaires, la Société est tenue de maintenir certains ratios financiers. Aux 30 juin 2014 et 30 juin 2013, la Société respectait les clauses restrictives.

11. Fournisseurs et autres créditeurs

	2014	2013
Fournisseurs et frais courus	1 057 717 \$	978 305 \$
Salaires	474 136	456 629
Charges sociales à remettre à l'État	18 811	23 714
	1 550 664 \$	1 458 648 \$

12. Produits différés

	2014	2013
Dépôts client	415 841 \$	492 294 \$
Produits différés du programme de fidélisation	83 640	54 336
	499 481 \$	546 630 \$

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

13. Dette à long terme

La dette à long terme se compose des éléments suivants :

	2014	2013
Emprunt, remboursable par mensualités de 66 666 \$ plus les intérêts calculés au taux préférentiel canadien plus 1,50 %, échéant en août 2018, garanti par une hypothèque de premier rang sur l'universalité des biens, incluant entre autres les actifs corporels, incorporels, les stocks et les créances, pour une valeur comptable de 10 109 910 \$ plus une garantie sous forme d'un cautionnement. a)	2 937 384 \$	4 062 320 \$
Emprunt à Investissement Québec, remboursé au cours de l'exercice	—	509 088
Billet à payer, avec intérêts, au taux de 3,75 % annuellement, payable en trois versements égaux de 200 000 \$; le 1 ^{er} février 2014, le 1 ^{er} février 2015 et le 1 ^{er} février 2016 (note 4)	400 000	600 000
Billet à payer de 189 067 \$, remboursé en octobre 2013 (note 4)	—	189 067
Billet à payer, avec intérêts de 3,75 % annuellement sur le solde, payable en trois versements égaux de 20 000 \$; le 1 ^{er} novembre 2013, le 1 ^{er} novembre 2014 et le 1 ^{er} novembre 2015 (note 4)	40 000	60 000
Billet à payer, sans intérêts, 55 000 \$ payable à demande	55 000	55 000
Autre emprunt	10 699	17 280
	3 443 083	5 492 755
Tranche échéant à moins d'un an	1 571 215	1 397 351
Dette à long terme	1 871 868 \$	4 095 404 \$

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

13. Dette à long terme (suite)

Les remboursements de principal exigibles sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

2015	1 579 116 \$
2016	1 026 581
2017	800 000
2018	66 667

a) Le 22 avril 2013, la Société a conclu une convention de crédit auprès d'une institution financière canadienne en vertu de laquelle le prêteur a mis à la disposition de la Société les facilités de crédit suivantes :

- i) un prêt à terme garanti, non renouvelable de cinq ans d'un montant maximal de 7 200 000 \$ dans le but de financer la Société.
- ii) une marge de crédit, garantie par les débiteurs et les inventaires de la Société au montant maximal de 400 000 \$ (note 10).

La Société a jusqu'à présent utilisé 4 100 000 \$ du prêt à terme, le solde de 3 100 000 \$ demeure à être décaissé à ce jour. Une partie des montants en vertu du prêt à terme de la convention de crédit sont remboursables avant échéance sans pénalités.

14. Engagements

La Société s'est engagée en vertu des baux pour les lieux occupés et d'un contrat de publicité à verser des paiements minimaux s'établissant comme suit :

	2014	2013
Moins d'un an	1 102 545 \$	1 009 923 \$
Plus d'un an et moins de cinq ans	2 486 708	3 326 719
Plus de cinq ans	1 473 732	1 470 711
	5 062 985 \$	5 807 353 \$

La charge locative pour l'exercice clos le 30 juin 2014 est de 1 402 662 \$ (1 042 304 \$ en 2013).

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

15. Capitaux propres

- a) Le capital-actions autorisé de la Société est constitué de ce qui suit :

Un nombre illimité d'actions ordinaires, votantes et participantes, sans valeur nominale

Un nombre illimité d'actions privilégiées, pouvant être émises en séries, aux droits, privilèges et conditions à être déterminés lors de leur émission, sans valeur nominale.

Les actions ordinaires émises et en circulation sont les suivantes :

	Nombre	Dollars
Solde au 1 ^{er} juillet 2012	59 631 275	3 367 339 \$
Émis, net des frais d'émission d'actions et des impôts afférents	10 258 065	6 285 438
Exercice d'options sur actions	200 000	48 030
Solde au 30 juin 2013	70 089 340	9 700 807
Émis, net des frais d'émission d'actions et des impôts afférents	5 000 000	4 831 618
Exercice d'options sur actions	633 333	160 267
Solde au 30 juin 2014	75 722 673	14 692 692 \$

633 333 options d'achat d'actions ont été exercées au cours de l'exercice clos le 30 juin 2014 (200 000 en 2013) pour une contrepartie en trésorerie de 87 000 \$ (26 000 \$ en 2013). Un montant de 73 267 \$ (22 030 \$ en 2013) a été reclassé du surplus d'apport suite à l'exercice de ses options. Le prix moyen de l'action à la date de l'exercice des options était de 1,03 \$ par action (0,67 \$ en 2013).

La Société a annoncé le 27 février 2014, la clôture d'un placement privé de 5 000 000 d'actions ordinaires à un prix de 1,00 \$ par action ordinaire pour un produit de 5 000 000 \$, réduit des frais d'émission de 168 382 \$ (net d'impôts de 61 936 \$).

La Société a annoncé le 25 avril 2013, la clôture d'un placement privé de 10 258 065 actions ordinaires à un prix de 0,62 \$ par action ordinaires pour un produit de 6 360 000 \$, réduit des frais d'émission de 74 562 \$ (net d'impôts de 27 438 \$).

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

15. Capitaux propres (suite)

b) Rémunération à base d'actions

Le régime d'options d'achat d'actions de la Société prévoit l'attribution d'options, par le conseil d'administration, à certains administrateurs, dirigeants, conseillers et employés leur permettant d'acquérir des actions ordinaires jusqu'à concurrence de 5 000 000 d'actions ordinaires. Les droits rattachés aux options attribuées sont acquis la journée de l'octroi. La durée maximale d'une option est de 10 ans et les conditions de levée sont déterminées lors de leur attribution.

Le prix d'exercice ne sera jamais moindre que le cours en vigueur le jour de l'attribution, moins les escomptes applicables autorisés par la Bourse TSX. Le nombre d'actions pouvant être accordées à un administrateur, un dirigeant ou un employé de la Société ne doit pas dépasser 5 % des actions émises et en circulation du capital social. Ce pourcentage s'établit à 2 % pour les consultants.

Le tableau suivant présente les informations au sujet des variations survenues depuis le 1^{er} juillet 2012 à l'égard des options sur actions :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 30 juin 2012	2 425 000	0,14 \$
Attribuées	200 000	0,62
Échues	(100 000)	0,15
Exercées	(200 000)	0,13
Solde au 30 juin 2013	2 325 000	0,19
Exercées	(633 333)	0,14
Solde au 30 juin 2014	1 691 667	0,20 \$
Options pouvant être exercées à la clôture de l'exercice	1 691 667	0,20 \$

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

15. Capitaux propres (suite)

b) Rémunération à base d'actions (suite)

Le tableau suivant présente le détail des options sur actions en circulation :

2014					
Options en circulation			Options pouvant être exercées		
Fourchette de prix d'exercice	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré
0,11 \$ à 0,14 \$	100 000	0,11 \$	6,18	100 000	0,11 \$
0,15 \$ à 0,16 \$	1 391 667	0,15	5,16	1 391 667	0,15
0,17 \$ à 0,62 \$	200 000	0,62	8,86	200 000	0,62
	1 691 667			1 691 667	

2013					
Options en circulation			Options pouvant être exercées		
Fourchette de prix d'exercice	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Nombre d'options pouvant être exercées	Prix d'exercice moyen pondéré
0,11 \$ à 0,14 \$	300 000	0,11 \$	7,07	300 000	0,11 \$
0,15 \$ à 0,16 \$	1 825 000	0,15	6,29	1 825 000	0,15
0,17 \$ à 0,62 \$	200 000	0,62	9,72	200 000	0,62
	2 325 000			2 325 000	

La Société n'a enregistré aucune charge relative à des paiements fondés sur des actions pour l'exercice clos le 30 juin 2014 (108 000 \$ pour l'exercice clos le 30 juin 2013).

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

15. Capitaux propres (suite)

b) Rémunération à base d'actions (suite)

La juste valeur de chaque option attribuée a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black-Scholes, d'après les moyennes pondérées des hypothèses suivantes :

	2013
Prix moyen pondéré des actions	0,62 \$
Prix d'exercice moyen pondéré	0,62 \$
Volatilité prévue	94 %
Rendement des actions	néant
Taux d'intérêt sans risque	1,49 %
Durée de vie prévue	10 ans
Juste valeur moyenne pondérée des options octroyées	0,54 \$

La volatilité prévue se fonde sur la volatilité historique de la Société. La durée attendue est la période moyenne prévue jusqu'à l'exercice des options. Le taux d'intérêt sans risque correspond au taux des obligations du gouvernement canadien à coupon zéro d'une durée similaire à la durée de vie estimée de l'option.

c) Résultat par action

i) Résultat par action de base

Le calcul du résultat net par action de base au 30 juin 2014 est basé sur un résultat net attribuable aux propriétaires de la Société de 1 235 450 \$ (11 883 520 \$ en 2013), et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 72 051 166 (61 576 887 en 2013) est calculé comme suit :

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	2014	2013
Actions ordinaires émises au 1 ^{er} juillet	70 089 340	59 631 275
Effet de l'émission des actions du placement privé	1 741 266	1 908 404
Effet des options d'achat d'actions exercées	220 560	37 208
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 30 juin	72 051 166	61 576 887

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

15. Capitaux propres (suite)

c) Résultat par action (suite)

ii) Résultat par action dilué

Le calcul du résultat net par action dilué au 30 juin 2014 est basé sur un résultat net de 1 235 450 \$ (11 883 520 \$ en 2013), et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour les effets potentiellement dilutifs de toutes les actions ordinaires, de 73 342 159 (63 934 490 en 2013) est calculé comme suit :

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué)	2014	2013
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base	72 051 166	61 576 887
Effet des titres potentiels dilutifs	1 290 993	2 357 603
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué au 30 juin	73 342 159	63 934 490

Aux 30 juin 2014 et 2013, aucune option n'a été exclue du calcul du nombre moyen pondéré d'actions dilué en raison de leur effet antidilutif.

La valeur moyenne du marché des actions de la société pour fins du calcul de l'effet dilutif des options d'achat d'actions est basée sur des prix cotés sur le marché pour la période durant laquelle les options étaient en circulation.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

16. Participation ne donnant pas le contrôle

La participation ne donnant pas le contrôle est attribué à Orthoconcept (2008) inc., dont le principal établissement est situé au Canada, pays où l'entreprise a été constituée, et qui exerce ses activités dans la fabrication et la vente d'orthèses plantaires et d'orthèses générales. Aux 30 juin 2014 et 2013, la participation des propriétaires sans contrôle s'établissait à 49 %. Le 1^{er} juillet 2013, les sociétés Orthoconcept (2008) inc. et Laboratoire Podotech inc. ont fusionné.

	2014	2013
Actifs courants	1 273 993 \$	844 819 \$
Actifs non courants	656 156	754 293
Passifs courants	1 340 329	978 482
Passifs non courants	152 536	172 536
Actif net	437 284 \$	448 094 \$
Actif net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	214 269 \$	219 566 \$
Produits	6 278 000 \$	5 711 479 \$
(Perte nette) résultat net et résultat global	(10 810)\$	88 516 \$
(Perte nette) résultat net et résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(5 297)\$	43 373 \$

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

17. Informations supplémentaires concernant l'état consolidé du résultat global

Charges au titre des avantages du personnel

	2014	2013
Traitements et salaires (y compris les primes et les incitatifs à long terme)	6 682 985 \$	5 047 212 \$
Rémunération à base d'actions (note 15 b))	—	108 000
	6 682 985 \$	5 155 212 \$

18. Impôts sur le résultat

Les composantes importantes de la charge d'impôts sur le résultat s'établissent comme suit :

	2014	2013
Impôts sur le résultat exigibles	43 138 \$	323 875 \$
Impôts différés		
Écarts temporaires et pertes d'exploitation reportés en avant	373 900	100 324
Charge d'impôts sur le résultat	417 038 \$	424 199 \$

Le rapprochement des impôts sur le résultat calculé aux taux d'imposition canadiens en vigueur de 26,90 % pour l'exercice 2014 et 2013 et la charge d'impôts sur le résultat s'établit comme suit pour les exercices :

	2014	2013
Impôts sur le résultat aux taux d'imposition prévus par la loi	443 094 \$	3 322 444 \$
Augmentation imputable aux éléments suivants :		
Charges non déductibles	17 073	59 718
Revenus non taxables ⁱ⁾	—	(3 082 810)
Autres	(43 129)	124 847
Charge d'impôts sur le résultat	417 038 \$	424 199 \$

ⁱ⁾ Les revenus non taxables incluent le gain net sur acquisition d'entreprise en 2013.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

19. Impôts et crédits d'impôts différés

Le tableau suivant présente les composantes de l'actif et du passif d'impôts sur le résultat différés :

	30 juin 2014		30 juin 2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Report de pertes	4 606 946 \$	– \$	4 786 154 \$	– \$
Dépense de recherche et développement	3 724 541	–	3 833 729	–
Immobilisations corporelles	–	41 453	–	85 701
Immobilisations incorporelles	–	878 231	–	900 755
Frais de financement	61 936	–	–	–
Autres	13 996	–	–	–
Crédits d'impôts fédéraux différés	4 604 792	1 238 689	4 832 174	1 299 799
	13 012 211	2 158 373	13 452 057	2 286 255
Compensation des actifs et passifs	(2 158 373)	(2 158 373)	(2 286 255)	(2 286 255)
	10 853 838 \$	– \$	11 165 802 \$	– \$

Au besoin, une réduction de valeur est comptabilisée pour ramener la valeur des actifs d'impôts différés et crédits d'impôts différés à un montant dont la réalisation n'est pas probable. Au moment d'estimer la probabilité de réalisation de ces actifs, la direction évalue s'il est probable ou non que la totalité des actifs sera réalisée. Ultiment, la réalisation de ces actifs dépend de la réalisation de résultats imposables futurs. Si la Société détermine qu'elle pourra réaliser ses actifs d'impôts et crédits d'impôts non reconnus, elle en rajustera le montant et ajustera le résultat de l'exercice au cours duquel elle en arrive à ce constat.

Les pertes reportées autres qu'en capital ont une échéance s'étalant de 2026 à 2033. La Société n'a pas reconnu des pertes autres qu'en capital fédéral pour un montant de 7 877 000 \$ au 30 juin 2014 (8 197 000 \$ au 30 juin 2013).

Les crédits d'impôts différés représentent des crédits d'impôts non remboursables au titre de la recherche et du développement aux fins de l'impôt canadien résultant de l'acquisition de Vichtom. La Société n'a pas reconnu des crédits d'impôts différés pour un montant totalisant 2 403 463 \$ aux 30 juin 2014 et 2013.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

19. Impôts et crédits d'impôts différés (suite)

Les dépenses de recherche et développement n'ont pas d'échéance. La Société n'a pas reconnu des dépenses de recherche et développement pour un montant de 25 889 000 \$ au fédéral et 11 155 000 \$ au provincial au 30 juin 2014 (25 890 000 \$ au fédéral et 10 238 000 \$ au provincial au 30 juin 2013).

Le sommaire des attributs fiscaux disponibles qui peuvent réduire le revenu futur impossible de la Société et les impôts à payer se résume comme suit :

Pertes autres qu'en capital - Fédéral

Année d'expiration	Solde à la fin de l'année
2026	2 627 079 \$
2027	5 910 863
2028	7 623 199
2030	5 953 129
2031	1 224 850
2032	875 901
2033	1 053 745
	25 268 766 \$

Pertes autres qu'en capital - Québec

Année d'expiration	Solde à la fin de l'année
2027	1 743 667 \$
2028	5 418 475
2030	6 479 490
2031	1 223 937
2032	872 859
2033	1 053 148
	16 791 576 \$

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

19. Impôts et crédits d'impôts différés (suite)

Crédits d'impôts à l'investissement - Fédéral

Année d'expiration	Solde à la fin de l'année
2023	605 058 \$
2024	952 247
2025	1 095 337
2026	1 027 182
2027	924 967
2028	1 087 628
2029	778 571
2030	537 265
	7 008 255 \$

Dépenses de recherche et développement

Année d'expiration	Solde à la fin de l'année
Illimité - Fédéral	25 889 858 \$
Illimité - Québec	42 454 383

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

19. Impôts et crédits d'impôts différés (suite)

La variation des actifs et passifs d'impôts sur le résultat différés s'établit comme suit :

	Solde au 30 juin 2012	Résultats	Capitaux propres	Regroupement d'entreprises	Solde au 30 juin 2013	Résultats	Capitaux propres	Solde au 30 juin 2014
Report de perte	156 800 \$	(137 343)\$	27 438 \$	4 739 259 \$	4 786 154 \$	(179 208)\$	– \$	4 606 946 \$
Dépenses de recherche et développement	–	–	–	3 833 729	3 833 729	(109 188)	–	3 724 541
Immobilisations corporelles	27 564	(12 351)	–	(100 914)	(85 701)	44 248	–	(41 453)
Immobilisations incorporelles	8 516	49 370	–	(958 641)	(900 755)	22 524	–	(878 231)
Frais de financement	–	–	–	–	–	–	61 936	61 936
Crédits d'impôts fédéraux différés	–	–	–	3 532 375	3 532 375	(166 272)	–	3 366 103
Autres	–	–	–	–	–	13 996	–	13 996
	192 880 \$	(100 324)\$	27 438 \$	11 045 808 \$	11 165 802 \$	(373 900)\$	61 936 \$	10 853 838 \$

Aux 30 juin 2014 et 2013, aucun passif d'impôt sur le résultat différé n'a été constaté relativement aux différences temporelles découlant de placements dans des filiales puisque la Société contrôle les décisions relativement à la réalisation de ces passifs et qu'il est probable que les différences temporelles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

20. Transactions avec des parties liées

Les filiales de la Société sont énumérées dans le tableau suivant :

Nom	Pays d'incorporation	Part d'intérêt	
		2014	2013
Ergorecherche ltée	Canada	100 %	100 %
Laboratoire Victhom inc.	Canada	100 %	100 %
Orthoconcept inc.	Canada	51 %	51 %

Avant le 1^{er} juillet 2013, la Société détenait les filiales, Laboratoire Victhom inc. (détenue à 100 %), Clinique du pied Équilibre inc. (détenue à 100 %), Orthoconcept 2008 inc. (détenue à 51 %), Laboratoire Podotech inc. (détenue à 51 %), Laboratoire M.P. Langelier inc. et ses filiales (détenue à 100 %).

Le 1^{er} juillet 2013, la Société a procédé au regroupement de certaines filiales, résultant en une structure simplifiée. Ainsi, la Société détient une filiale en propriété exclusive, soit Laboratoire Victhom inc. et une filiale détenue à 51 %, soit Orthoconcept 2008 inc.

Rémunération des membres clés de la direction pour l'exercice clos le 30 juin :

	2014	2013
Avantages courants	147 640 \$	160 160 \$
Honoraires de consultation	80 000	83 376
Rémunération à base d'actions	—	108 000
	227 640 \$	351 536 \$

Autres transactions avec des parties liées pour l'exercice clos le 30 juin :

	2014	2013
Transactions avec une entité ayant un actionnaire commun - achats	384 083 \$	377 531 \$
Solde à payer à une entité ayant un actionnaire commun	92 255	94 574
Transactions avec une entité ayant un actionnaire commun - redevances	6 313	37 395
Solde à recevoir d'un actionnaire	147 879	—

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

21. Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement reliés aux activités opérationnelles

La variation nette se détaille comme suit :

	2014	2013
Clients et autres débiteurs	(813 963)\$	38 178 \$
Crédits d'impôts à l'investissement à recevoir	—	(123 082)
Stocks	170 413	(225 249)
Charges payées d'avance et dépôts	(73 766)	70 171
Fournisseurs et autres créditeurs	85 766	(399 114)
Produits différés	(47 149)	186 465
	(678 699)\$	(452 631)\$

22. Instruments financiers

a) Évaluation à la juste valeur

La Société classe les évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète le poids relatif des données d'entrée utilisées pour réaliser les évaluations. Les IFRS établissent une hiérarchie des justes valeurs en fonction du niveau des indications indépendantes et objectives des données d'entrée utilisées pour réaliser les évaluations de la juste valeur. Le classement des instruments financiers selon la hiérarchie des justes valeurs doit être déterminé d'après le niveau de données d'entrée le plus bas qui sera important pour réévaluation de la juste valeur dans son intégralité.

Les données utilisées pour évaluer la juste valeur sont réparties entre trois niveaux :

Niveau 1 - s'applique aux actifs ou aux passifs pour lesquels il existe des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 - s'applique aux actifs et aux passifs pour lesquels il existe des données autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné soit directement, à savoir des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs similaires, ou indirectement, à savoir des prix cotés sur des marchés dont le volume est insuffisant ou les transactions non fréquentes pour des actifs ou des passifs similaires.

Niveau 3 - s'applique aux actifs et aux passifs pour lesquels il n'existe pas de données d'entrée observables de marché.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

22. Instruments financiers (suite)

a) Évaluation à la juste valeur (suite)

La Société détient des actifs classés en prêts et créances et des passifs financiers au coût amorti. La Société a établi que la valeur comptable de ses actifs et passifs financiers à court terme se rapproche de leur juste valeur en raison de la période relativement brève qui reste à courir jusqu'à l'échéance de ces instruments.

La juste valeur de la dette à long terme qui est déterminée à des fins de divulgation, est calculée sur la valeur actualisée des sorties de fonds en capital et intérêts, escomptées au taux du marché à la date de clôture.

2014				
	Valeur comptable	Juste valeur		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs présentés au coût amorti				
Trésorerie	2 695 102 \$			
Placements temporaires	7 811 604			
Clients et autres débiteurs	1 641 817			
Actif présenté à la juste valeur				
Placement	23 979 \$	– \$	– \$	23 979 \$
Passifs présentés au coût amorti				
Fournisseurs et autres créditeurs	1 550 664 \$			
Dette à long terme	3 443 083	–	–	3 472 364

2013				
	Valeur comptable	Juste valeur		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs présentés au coût amorti				
Trésorerie	6 678 585 \$			
Clients et autres débiteurs	827 854			
Actif présenté à la juste valeur				
Placement	13 118 \$	– \$	– \$	13 118 \$
Passifs présentés au coût amorti				
Fournisseurs et autres créditeurs	1 458 648 \$			
Dette à long terme	5 492 755	–	–	5 548 652

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

22. Instruments financiers (suite)

a) Évaluation à la juste valeur (suite)

Le 1^{er} mars 2012, la Société a acquis 100 actions pour une contrepartie en trésorerie de 13 118 \$, soit 10 % du capital de la Société Ergorecherche France.

Le 7 mars 2014, la Société a acquis 70 autres actions pour une contrepartie en trésorerie de 10 861 \$ demeurant ainsi à 10 % du capital de cette société.

b) Risques découlant des instruments financiers et gestion des risques

La Société est exposée à une variété de risques financiers, y compris le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (y compris les risques de change et de taux d'intérêt). Le programme de gestion du risque global de la Société met l'accent sur l'imprévisibilité des marchés financiers et vise à minimiser les effets négatifs potentiels sur la performance financière de la Société.

i) Risque de crédit

Le risque de crédit résulte de la possibilité qu'une perte puisse survenir en raison de l'incapacité d'une autre partie à se conformer aux obligations du contrat. La Société effectue un suivi régulier de son exposition au risque de crédit et elle prend des mesures pour atténuer les probabilités que cette exposition se traduise par des pertes réelles.

Dans le cours normal de ses activités, la Société effectue un suivi de la condition financière de ses clients. Aux 30 juin 2014 et 2013, la Société n'est exposée à aucun risque important relatif aux clients et autres débiteurs. La Société établit une provision pour créances douteuses qui correspond au risque de crédit associé à ses propres clients, aux tendances historiques et à la conjoncture économique. La Société ne croit pas être exposée à un niveau inhabituel de risque de crédit à l'égard de ses clients. Au 30 juin 2014, des comptes clients de 253 173 \$ (152 272 \$ au 30 juin 2013) étaient en souffrance et une provision pour créances douteuses de 112 658 \$ (106 463 \$ au 30 juin 2013) a été comptabilisée. L'analyse du classement chronologique des comptes clients avant provision pour mauvaises créances est présentée ci-après :

	2014	2013
Courant et jusqu'à trois mois	1 061 016 \$	392 527 \$
Plus de trois mois	253 173	152 272
	1 314 189 \$	544 799 \$

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

22. Instruments financiers (suite)

b) Risques découlant des instruments financiers et gestion des risques (suite)

i) Risque de crédit (suite)

De plus, les instruments financiers qui pourraient exposer la Société à des concentrations significatives de risque de crédit consistent en dépôts sous forme de trésorerie et de placements temporaires. La Société effectue ses placements auprès de grandes institutions financières nord-américaines. La Société a des politiques de placement conçues pour assurer la sécurité et la préservation de son capital, répondre à ses besoins en liquidités et offrir des rendements appropriés.

ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsque celles-ci seront exigibles. L'approche de la Société en matière de gestion du risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes excessives ou risquer que sa réputation soit atteinte. En outre, la Société gère le risque de liquidité en surveillant constamment ses flux de trésorerie réels et projetés.

Le tableau qui suit indique les montants exigibles en fonction des dates d'échéance contractuelles des passifs financiers aux 30 juin 2014 et 30 juin 2013 :

2014				
	Valeur comptable	0 à 12 mois	1 à 3 ans	+ de 3 ans
Fournisseurs et autres créiteurs	1 550 664 \$	1 550 664 \$	– \$	– \$
Dette à long terme	3 443 083	1 579 116	1 826 581	66 667

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

22. Instruments financiers (suite)

b) Risques découlant des instruments financiers et gestion des risques (suite)

ii) Risque de liquidité (suite)

		2013		
	Valeur comptable	0 à 12 mois	1 à 3 ans	+ de 3 ans
Fournisseurs et autres créiteurs	1 458 648 \$	1 458 648 \$	– \$	– \$
Dette à long terme	5 492 755	1 423 967	3 191 352	933 333

iii) Risque de change

La Société réalise moins de 1 % de ses produits en monnaie étrangère et 6 % de ses achats en euros. Par conséquent, la Société est exposée à des risques de marché liés aux fluctuations de l'euro. Les fournisseurs et autres créiteurs incluent un solde de 130 000, libellé en euros.

Aux 30 juin 2014 et 2013, si les variables demeurent inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport à l'euro n'aurait pas d'incidence significative sur le résultat net.

iv) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Société à un risque de juste valeur alors que les instruments financiers à taux variables l'exposent à un risque de variation des flux de trésorerie.

Aux 30 juin 2014 et 2013, une augmentation ou une diminution hypothétique de 1 % du taux d'intérêt au cours de l'exercice n'aurait pas d'incidence significative sur le résultat net.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

23. Information concernant le capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à disposer de liquidités suffisantes lui permettant de commercialiser ses produits, de financer ses activités de vente et de marketing, ses activités de recherche et de développement, ses charges générales et administratives, son fonds de roulement et l'ensemble de ses dépenses en immobilisations, y compris celles associées aux immobilisations corporelles et incorporelles. La capacité de financer ses besoins dans l'avenir dépend de la capacité de la Société d'accéder à des capitaux supplémentaires et de maintenir les flux de trésorerie provenant de ses opérations.

Depuis sa création, la Société finance ses besoins à même ses flux de trésorerie et ses emprunts institutionnels qui sont sujets à diverses clauses restrictives qui étaient toutes respectées aux 30 juin 2014 et 30 juin 2013. La Société essaie autant que possible d'optimiser ses besoins de liquidités par des sources non dilutives, notamment des crédits d'impôts à la recherche, des subventions et des emprunts bancaires.

Les objectifs de gestion du capital présentés ci-dessus demeurent inchangés comparativement à l'exercice précédent.

Au 30 juin 2014, la trésorerie s'élève à 2 695 102 \$ et les placements temporaires à 7 811 604 \$. La Société est d'avis que ses rentrées nettes liées à l'exploitation et les ressources financières existantes devraient être suffisantes pour répondre aux besoins de la Société au-delà du 30 juin 2015.

24. Information sectorielle

La Société dispose d'un seul secteur isolable, celui du marché orthopédique, et aide à la mobilité. Elle vend ses produits sur le marché canadien et la totalité de ses activités sont menées au Canada.

25. Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation et par le biais d'acquisitions, la Société fait l'objet de réclamations et de litiges.

Même si l'issue est difficile à prédire avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière, sur les résultats de ses activités ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

ERGORECHERCHE LTÉE

Notes afférentes aux états financiers consolidés (suite)
(en dollars canadiens)

Exercices clos les 30 juin 2014 et 2013

26. Événements postérieurs à la date de clôture

Le 14 juillet 2014, la Société a remboursé la somme de 500 000 \$ sur la dette à long terme.

Le 16 septembre 2014, la Société a conclu une entente de principe en vertu de laquelle elle s'engage à racheter la totalité des actions participantes des actionnaires ne donnant pas le contrôle de la filiale Orthoconcept inc. pour un montant de 450 000 \$ payable en actions de la Société au prix de 0,90 \$ par action. Les actions émises seront sous écrou pour une période de quatre ans dont 50 % seront libérés après deux ans.